

Le Gouvernement Obama et Israël

Par Emmanuel Navon¹
(www.navon.com)

La victoire de Barack Obama est émouvante. Elle est émouvante parce qu'elle symbolise et personnifie le rêve américain. Elle est émouvante parce qu'elle prouve qu'en Amérique tout est possible. Et elle est émouvante parce que si Barack Obama est arrivé là où il est arrivé en venant de si loin est de si bas, c'est que l'Amérique est un pays spécial avec une vocation spéciale. C'est l'Amérique rêvée par ses pères fondateurs.

Que l'on soit d'accord ou non avec les idées de Barack Obama, on ne peut que lui tirer son chapeau et les Américains peuvent être fiers de leur pays. Par son énergie, son éloquence et sa foi en son pays, Obama a su réveiller chez les Américains le sentiment de fierté et de confiance que certains avaient perdu. Mais le temps des beaux discours est terminé: Il lui faut maintenant mener la politique qui lui permettra de traduire sa vision en réalité.

Quelle sera la politique d'Obama pour le Proche-Orient, et à quoi Israël doit-elle s'attendre? Le Gouvernement Obama aura à faire face à des problèmes urgents et compliqués: Comment rétablir la stabilité financière et éviter la récession; Comment arrêter le programme nucléaire iranien; Comment gagner en Afghanistan; Comment quitter l'Irak sans laisser le pays sombrer dans le chaos; Comment contenir la Russie sans renouer avec la logique de la guerre froide? L'Amérique est confrontée à de tels problèmes que la résolution du conflit israélo-arabe ne sera pas la première des ses priorités.

Il est évident, cependant, que l'Administration Obama s'attellera tôt ou tard au dossier israélo-arabe. La question est de savoir si la nouvelle administration américaine adoptera les recommandations et la logique du Rapport Baker-Hamilton de décembre 2006. Car ce rapport lie la résolution du conflit israélo-arabe à la stabilisation de l'Iraq et à la neutralisation de l'Iran. Autrement dit, pour convaincre les Iraniens et les Irakiens que l'Amérique n'est pas leur ennemie, il faut que l'Amérique prouve sa volonté et sa capacité à mettre fin à l'"occupation israélienne."

La théorie du Rapport Baker-Hamilton est fondée sur deux présupposés: 1. Le conflit israélo arabe est la conséquence des résultats territoriaux de la Guerre des Six Jours, et donc ce conflit sera résolu lorsque Israël reviendra aux lignes de démarcation d'avant juin 1967; 2. Le soutien américain à Israël dans les circonstances présentes (c'est-à-dire tant que dure l' "occupation" israélienne) suscite et nourrit l'animosité et la haine du monde arabo-musulman vis-à-vis de l'Amérique.

Ces deux présupposés sont faux. Le conflit israélo-arabe n'a pas commencé en 1967. Le monde arabe fit tout pour détruire Israël dès sa naissance et ce alors que la politique américaine au Proche-Orient (dans les années 1950) était fermement pro-Arabe. C'est par ailleurs le soutien américain à Israël en dépit de sa situation

¹ Professeur de Relations Internationales à l'Université de Tel-Aviv.

territoriale qui convainquit Sadat à faire la paix avec Israël sous l'égide des Etats-Unis. Quant aux retraits territoriaux israéliens dans le cadre du processus d'Oslo, ils n'ont fait qu'encourager le terrorisme et radicaliser les Palestiniens. L'Iran ne cherche pas à se doter de l'arme nucléaire à cause de l'échec du processus d'Oslo mais pour neutraliser les Etats-Unis et pour réaliser les aspirations démentes et apocalyptiques des mollahs. Et la coopération étroite entre la Syrie et l'Iran n'a rien à voir avec le plateau du Golan. Après tout, la Syrie a fini par normaliser ses relations avec la Turquie en dépit du refus turque de se retirer de la région de l'Alexandrette, qui était elle aussi revendiquée par la Syrie.

Si l'Administration Obama tente d'appliquer les idées erronées du Rapport Baker-Hamilton au Proche-Orient, Israël sera confrontée à un enjeu grave. Mais même si la nouvelle administration n'adopte pas le Rapport Baker-Hamilton, elle s'attellera sans aucun doute à pousser Israël et les Palestiniens à la conclusion d'un accord sur la base de la Feuille de Route et des principes énoncés à la Conférence d'Annapolis il y a maintenant un an. Il est également très probable que les Etats-Unis poussent à la conclusion d'un accord entre Israël et la Syrie sur la base d'un retrait israélien du plateau du Golan.

Cette politique est-elle contraire aux intérêts d'Israël? L'intérêt d'Israël est de vivre en paix et en sécurité, mais cet objectif n'a pas été atteint après quinze ans de négociations avec l'OLP. On est en droit de se demander, après quinze ans de tractations infructueuses, pourquoi l'idée de bâtir la paix entre Israël et les Palestiniens sur la base de deux États pour deux nations ne cesse de fonctionner en théorie et d'échouer en pratique. La raison fondamentale de cet échec est que les Palestiniens continuent d'aspirer au démembrement démographique d'Israël. D'où leur insistance sur le soit-disant "droit du retour" qui est évidemment incompatible avec le principe de deux États pour deux nations. Les Palestiniens continuent par ailleurs de nier l'histoire juive et de propager des messages négationnistes et haineux à l'égard des Juifs dans leurs médias et dans leurs livres scolaires.

Donc faire pression sur Israël pour sortir le processus d'Annapolis de l'impasse n'est pas la solution. C'est sur les Palestiniens qu'il faut faire pression pour qu'ils renoncent au soit-disant droit du retour et pour qu'ils cessent leur auto-propagande négationniste qui rend tout accord avec Israël futile. Alternativement, les Etats-Unis peuvent soutenir une politique israélienne de séparation unilatérale doublée de projets de développement économique afin qu'Israël cesse d'être l'otage des Palestiniens, tout en donnant à ces derniers une chance de sortir du cycle de la pauvreté et de la violence.

Le prochain gouvernement israélien ne pourra pas se permettre d'être passif vis-à-vis de la nouvelle administration américaine. Un gouvernement israélien qui serait partie prenante, comme le gouvernement actuel, aux erreurs de jugement mentionnées plus haut, ne saurait accuser l'administration américaine d'être plus royaliste que le roi. Ce n'est donc pas la nouvelle administration américaine qu'il faut craindre, mais un futur gouvernement israélien qui continuerait d'être partie prenante à une politique qui ne cesse d'échouer.